

06

04

20



COVID-19

Arrêts de travail dérogatoires et passage en activité partielle

29

04

20

Nous avons été alertés par plusieurs clients concernant la question du passage des arrêts de travail dérogatoires « COVID » sous le régime de l’activité partielle au 1er mai 2020.

Beaucoup nous ont indiqué être dans l’attente d’un décret venant préciser les modalités opérationnelles de cette « bascule ».

Or, il convient de rappeler que l’[article 20 de la loi de finances rectificative](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=90B465EE2DF6528519009FA126700D4A.tplgfr31s_2?idArticle=JORFARTI000041820889&cidTexte=JORFTEXT000041820860&dateTexte=29990101&categorieLien=id) prévoit et détaille largement le dispositif :

« I*. - Sont placés en position d'activité partielle les salariés de droit privé se trouvant dans l'impossibilité de continuer à travailler pour l'un des motifs suivants :*

*- le salarié est une personne vulnérable présentant un risque de développer une forme grave d'infection au virus SARS-CoV-2, selon des critères définis par voie réglementaire ;*

*- le salarié partage le même domicile qu'une personne vulnérable au sens du deuxième alinéa du présent I ;*

*- le salarié est parent d'un enfant de moins de seize ans ou d'une personne en situation de handicap faisant l'objet d'une mesure d'isolement, d'éviction ou de maintien à domicile.*

*II. - Les salariés mentionnés au I du présent article perçoivent à ce titre l'indemnité d'activité partielle mentionnée au II de l'article L. 5122-1 du code du travail, sans que les conditions prévues au I du même article L. 5122-1 soient requises. Cette indemnité d'activité partielle n'est pas cumulable avec l'indemnité journalière prévue aux articles L. 321-1 et L. 622-1 du code de la sécurité sociale ainsi qu'aux articles L. 732-4 et L. 742-3 du code rural et de la pêche maritime ou avec l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail.*

*L'employeur des salariés mentionnés au I du présent article bénéficie de l'allocation d'activité partielle prévue au II de l'article L. 5122-1 du code du travail.*

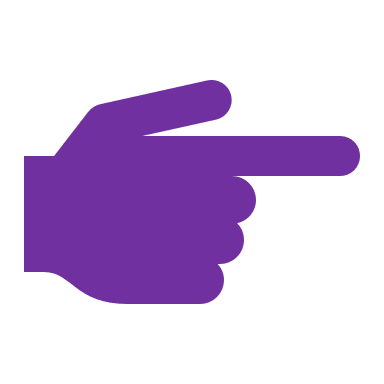
*III. - Le présent article s'applique à compter du 1er mai 2020, quelle que soit la date du début de l'arrêt de travail mentionné au premier alinéa du I du présent article.*

*Pour les salariés mentionnés aux deuxième et troisième alinéas du même I, celui-ci s'applique jusqu'à une date fixée par décret et au plus tard le 31 décembre 2020.*

*Pour les salariés mentionnés au dernier alinéa dudit I, celui-ci s'applique pour toute la durée de la mesure d'isolement, d'éviction ou de maintien à domicile concernant leur enfant.*

*Les modalités d'application du présent article sont définies par voie réglementaire* »

Le décret visé par l’article 20 n’ayant pas été publié ce matin au J.O., celui-ci est donc attendu demain… Pour une application du dispositif automatique après-demain.

Par conséquent, si cela n’a pas été déjà fait, nous vous préconisons d’envisager une **communication auprès des salariés concernés sur l’épineux sujet de la rémunération du mois de mai** (passage d’un potentiel maintien de salaire à 100 % - régime conventionnel de prévoyance - à celui de l’activité partielle… avec ou sans complément de l’employeur).

En pratique, le [Ministère des Solidarités et de la Santé](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/arret-travail-covid-19_2.pdf) a néanmoins précisé la procédure à suivre :

«***À compter du 1er mai, les salariés jusqu’alors en arrêt de travail dérogatoire pour les motifs listés ci-dessous seront placés en activité partielle et indemnisés à ce titre****.*

*Pour tout renseignement sur l’activité partielle, les salariés et les employeurs peuvent consulter le site :* [*https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19*](https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19) *.*

*Sont concernés les salariés bénéficiant d’un arrêt de travail pour les motifs suivants :*

*1. L’assuré est une personne vulnérable ou « à risque » pour laquelle les consignes sanitaires recommandent de respecter une mesure d’isolement ;*

*2. L’assuré est une personne cohabitant avec une personne vulnérable ;*

*3. L’assuré est parent d’un enfant de moins de 16 ans dont la structure d’accueil ou l’établissement scolaire est fermé ou parent d’un enfant en situation de handicap pris en charge dans une structure fermée*

*Afin que l’assuré puisse bénéficier d’une indemnisation de son arrêt de travail au-delà du 1er mai, il faut distinguer la nature de l’arrêt.*

*Dans les cas 1 et 2 ci-dessus (****arrêt pour les personnes vulnérables*** *– cf annexe 1 sur la définition des*

*personnes vulnérables et les proches cohabitant avec une personne vulnérable) :*

● *Le salarié devra* ***remettre à son employeur un certificat attestant de la nécessité d’isolement*** *et donc de l’impossibilité de se rendre sur son lieu de travail. Ce certificat doit* ***dans la mesure du possible être remis à l’employeur avant le 1er mai****.*

→ *Pour les personnes considérées comme vulnérables qui se sont auto déclarés sur la plateforme mise en place à cet effet par l’assurance maladie et dont l’arrêt est en cours d’arrêt au 30 avril, leur caisse d’assurance maladie leur transmet ce certificat d’isolement sans que l’assuré n’ait de démarche à faire pour le solliciter ;*

→ *Pour les personnes considérées comme vulnérables qui n’entrent pas dans le champ de l’auto déclaration sur la plateforme de l’assurance maladie, ainsi que pour les personnes cohabitant avec une personne vulnérable qui ont eu recours à un arrêt prescrit par un médecin (en ville ou à l’hôpital), elles doivent le contacter pour se voir remettre le certificat d’isolement.*

●***L’employeur, sur la base du certificat remis par le salarié, procède à une demande d’activité partielle pour son salarié dans les 30 jours suivant le 1er mai****. Il envoie si nécessaire (cas des arrêts de travail pour le bénéfice des IJ allant au-delà du 1er mai) un* ***signalement de reprise anticipée d’activité via la DSN****).*

*Les conditions d’établissement du certificat d’isolement par les médecins sont décrites en annexe 2.*

*Ce certificat d’isolement ne comporte pas de terme : la date de sortie de l’isolement pour les personnes concernées sera fixée par décret. Jusqu’à cette date, le salarié sera éligible à l’activité partielle.*

*Des mesures particulières doivent être appliquées aux soignants à risque de COVID-19 graves afin d’assurer la continuité du service tout en les protégeant au maximum. Sont considérés comme soignants les professionnels de santé ainsi que les salariés des établissements de santé et des établissements médico-sociaux qui sont au contact direct des personnes accueillies ou hébergése pour leur apporter des soins ou une aide à l’accomplissement des actes de la vie quotidienne. La pertinence de ces mesures devra être évaluée au cas par cas en lien avec la médecine du travail de l’établissement en fonction de la gravité de la pathologie et de son évolutivité (cf. annexe 1). La même procédure doit être appliquée pour les soignants cohabitant avec une personne vulnérable.*

***Dans le cas 3 (arrêt pour garde d’enfant)*** *:*

*•* ***Le salarié n’aura pas de démarche particulière à effectuer.*** *Il continue d’échanger comme précédemment avec son employeur sur son impossibilité de poursuivre son activité compte tenu de la fermeture de l’établissement d’accueil de son enfant et renouvelle si nécessaire l’attestation sur l’honneur précédemment fournie.*

*•* ***L’employeur procède une demande d’activité partielle pour son salarié dans les 30 jours suivant le 1er mai****. Il envoie si nécessaire (cas des arrêts de travail pour le bénéfice des IJ allant au-delà du 1er mai) un* ***signalement de reprise anticipée d’activité via la DSN****).*»

Ainsi et comme l’indique le Ministère, seuls demeurent après le 30 avril les arrêts de travail du salarié malade (du Covid ou non, ou suspecté de l’être) et ceux du salarié asymptomatique mais considéré comme étant « cas contact étroit ».

Par ailleurs, l’Assurance Maladie a diffusé des **fiches pratiques détaillant les différentes situations** :

* Pour les [salariés en arrêt garde d’enfants](https://www.ameli.fr/sites/default/files/Documents/679945/document/fiche-entreprise-covi19-garde-enfant.pdf);
* Pour les [salariés identifiés comme personnes vulnérables](https://www.ameli.fr/sites/default/files/Documents/679942/document/fiche-entreprise-covid19-personnes-vulnerables-1er-mai.pdf).

**-**

****Attention, si le droit à l’activité partielle pour les salariés bénéficiant des arrêts dérogatoires est « automatique », il est nécessaire, comme le précise le Ministère, que l’employeur procède à une demande d’activité partielle pour les salariés concernés dans avant le 30 mai.** Rappelons que l’ordonnance du 22 avril permet, à ce titre, une individualisation des demandes d’activité partielle.

**-**

Au sein du secteur associatif, ce nouveau dispositif interroge.

En effet, rappelons que si « *Les associations figurent dans le champ des structures éligibles à l’activité partielle (…) les ressources spécifiques dont peuvent bénéficier les associations (subventions) conduisent à rappeler le principe selon lequel* ***le recours à l’activité partielle ne saurait conduire à ce que leurs charges de personnel soient financées deux fois, une première fois par des subventions et une seconde fois par l’activité partielle****. Les demandes déposées par les associations bénéficiant de subventions doivent donc respecter cette obligation.* ***Des contrôles seront réalisés a posteriori et en cas de constat d’un financement en doublon, les subventions seront ajustées à la baisse***» *(*[*« Q/R » sur l’activité partielle, n° 25, 22 avril 2020*](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid19-doc-precisions-activite-partielle.pdf)).

**Ainsi et selon les structures, plusieurs options semblent à étudier** :

**→** En cas de maintien total du financement, le salarié justifiant relever d’un d’arrêt dérogatoire pourrait être placé en « absence autorisée » avec un maintien total de la rémunération ;

**→** Effectuer pour ce salarié une demande d’activité partielle ainsi qu’une demande subséquente d’allocation auprès de l’ASP avec information des financeurs, ce qui sera susceptible de conduire les autorités de tutelle à ajuster leurs financements ;

**→**  Effectuer pour ce salarié une demande d’activité partielle sans demande d’allocation auprès de l’ASP, avec information de la DIRECCTE et des financeurs, permettant ainsi de bénéficier du régime social et fiscal favorable de l’indemnité versée ([Q/R, n° 18](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid19-doc-precisions-activite-partielle.pdf)) sans pour autant bénéficier d’un « double financement ».

Ce dispositif interroge également quant au « pouvoir de contrôle » de l’employeur sur l’éligibilité du salarié : qu’en sera-t-il, par exemple, pour un salarié sollicitant un arrêt dérogatoire pour garde d’enfants à compter du 11 mai, refusant que son enfant se rende à l’école dès lors que cette reprise est effectuée sur la base du volontariat ? Des précisions à cet égard seraient bienvenues… À suivre !

**-**

**Picard avocats**

31, rue du Faubourg Poissonnière - 75009 PARIS

[contact@picard-avocats.com](mailto:contact@picard-avocats.com)

01 84 25 14 70

[www.picard-avocats.com](http://www.picard-avocats.com)

**-**

*Ce document a une vocation d’information générale et ne saurait constituer   
une consultation ou un avis juridique du Cabinet*

*Si vous ne souhaitez plus recevoir d’informations de notre part, envoyez-nous un email   
à l’adresse* [*contact@picard-avocats.com*](mailto:contact@picard-avocats.com) *en indiquant « DESINSCRIPTION »*

**-**